

PCAS LIMAY : LA CRISE A LE DOS LARGE !

Le soutien du PCF et des élus communistes de Limay.

La section du PCF du canton de Limay ainsi que les élus du groupe communiste et société civile apportent tout leur soutien à la lutte engagée par les salariés de PCAS de Limay pour s'opposer au plan de suppressions d'emplois annoncé en CCE.

Réaction syndicale légitime.

La direction ayant présenté le 16 avril un projet de restructuration en CCE prévoyant la suppression de 106 postes, dont 98 licenciements pour PCAS SA qui compte 546 salariés répartis sur 4 sites de production.

À l'appel des syndicats, une journée de grève a été organisée le lundi 4 mai pour s'opposer au plan de restructuration. Cette grève a été particulièrement bien suivie à Limay.

Les sites de Couterne et Bourgoin sont fortement impactés par ce plan de suppressions d'emplois.

Pour ce qui concerne Limay, les directions annoncent 10 suppressions de postes dont 4 licenciements et 1 départ volontaire.

Pour déjouer les pièges tendus il est nécessaire d'y voir clair !

L'activité de PCAS se déploie en direction de 2 marchés spécifiques, la synthèse Pharmaceutique (73,5% du CA du groupe) et la chimie Fine de Spécialité (26,5% du CA du groupe) (Parfumerie Arômes Cosmétique)

Globalement le chiffre d'affaires consolidé du Groupe PCAS est en baisse de 19.7 % au 31 mars 2009 par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le groupe annonce une perte d' 1 million d'euros par mois depuis le début de l'année.

Le pôle d'activité essentiellement touché par la crise est la chimie Fine ! Or, l'activité de Limay n'est pas orientée vers ce segment de marché.

En chimie Fine, avec la baisse de la demande les clients font leurs achats de base dans les pays à bas coûts sociaux, notamment en chine, ils optent **conjuncturellement** pour une politique massive de déstockage qui a des conséquences sur le cahier de commandes, de PCAS.



Pour pallier à cela le PCF propose d'instaurer un prélèvement sur les importations fondé sur la différence des coûts salariaux avec la France pour dissuader le dumping fiscal et social et enclencher une harmonisation progressive par le haut des législations européennes et mondiales.

Limay déploie son activité essentiellement dans le domaine de l'industrie pharmaceutique.

Malgré la crise économique les activités de Synthèse Pharmaceutique progressent et les prévisions annoncées pour les années 2010 et 2011 sont bonnes.

Comment justifier les suppressions de postes et les licenciements à Limay alors que le recours aux HS, au travail du samedi et aux jours fériés reste en vigueur ?

La vérité c'est que les directions ont saisi l'occasion de ce plan social pour imposer une baisse d'effectifs à Limay alors qu'aucune raison économique, sur ce segment d'activité, ne le justifiait.

Ces décisions visent exclusivement à augmenter les gains de productivité pour répondre aux exigences des actionnaires avides de dividendes. La déclaration des directions révèle le but à atteindre :

« Dans ce contexte, le Groupe a entrepris d'accélérer et de renforcer les mesures d'adaptation de son outil industriel pour revenir au plus vite à son objectif de rentabilité »

Pourquoi le choix des licenciements économiques est retenu par l'entreprise alors que le gouvernement n'arrête pas de dire que la reprise est imminente. Les directions, elles-mêmes, soulignent que **« la dégradation observée au premier trimestre paraît se stabiliser, et la situation pourrait légèrement s'améliorer dans les mois à venir »**.

De l'action syndicale à l'engagement politique.

Pour que nos exigences sociales soient satisfaites durablement, l'action syndicale, aussi importante soit-elle, a nécessairement ses limites. Elle exige des prolongements politiques !

Le 28 mai, les députés communistes soumettront au vote 3 projets de lois pour porter à l'Assemblée nationale les exigences des mouvements sociaux. Ils porteront des propositions alternatives visant notamment à prévenir les licenciements économiques et à sauvegarder l'emploi, à augmenter les salaires, à donner des droits nouveaux aux salariés et à leurs instances représentatives, à promouvoir une autre répartition des richesses.

Le 28 mai prochain dans l'unité, la convergence des luttes, la solidarité du monde du travail, nous pouvons ensemble donner un prolongement à votre mobilisation du 4 mai, contribuer à transformer la colère en alternative politique jusqu'au Parlement.

Le 7 juin, soyons unis dans les urnes comme dans les rues, avec la liste du Front de Gauche !

Le vote pour donner un carton rouge au capitalisme et inventer une autre Europe que celle des marchés, des dividendes et des profits.

www.limay.pcf.fr

